

JO d'hiver 2030

Le grand défi des régions Provence-Alpes-Côte d'Azur et Auvergne-Rhône-Alpes

La démarche des deux régions, qui avaient un temps envisagé de faire acte de candidature séparé, prend en compte les mutations environnementales indispensables voulues par le Comité international olympique (CIO). La France a déjà organisé les Jeux olympiques d'hiver à trois reprises : à Chamonix en 1924, Grenoble en 1968 et Albertville en 1992.

La date a été bien choisie et la surprise de taille n'en a été que plus belle. À un an et une semaine de l'ouverture des Jeux olympiques de Paris et à l'approche de la Coupe du monde de rugby qui aura lieu en France à partir du 8 septembre, les régions Auvergne-Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur ont indiqué leur rapprochement pour déposer une candidature commune à l'organisation des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver qui auront lieu du 8 au 24 février 2030. Bien que ce ne soit encore qu'une déclaration d'intention, la nouvelle n'a pas seulement fait sensation. Elle a soulevé l'enthousiasme.

Alexis Pinturault, triple champion du monde de ski alpin et triple médaillé olympique : « La France, grâce à ses régions montagneuses, est l'un des principaux acteurs des sports d'hiver dans le monde. C'est donc avec beaucoup d'enthousiasme que je me joins à la candidature pour les Jeux olympiques d'hiver de 2030. » Martin Fourcade, membre du Comité international olympique (CIO) et quintuple champion olympique de biathlon : « Par notre culture des sports d'hiver, notre environnement et grâce à nos athlètes, nous avons la possibilité d'écrire les Jeux olympiques d'hiver de demain, adaptés à nos enjeux sociaux et climatiques : saisissons cette chance. » Gabriella Papadakis, championne olympique et championne du monde de danse sur glace : « Avoir les Jeux olympiques d'hiver sur le territoire serait une occasion



Laurent Wauquiez

Renaud Muselier

rêvée de faire partager notre passion aux futures générations. » Marie Bochet, octuple championne paralympique de ski alpin : « Ce serait une chance extraordinaire de faire de nouveau vibrer à l'unisson notre pays au travers de ces deux belles régions et d'inspirer notre jeunesse de la montagne. »

« Nous avons la possibilité d'écrire les Jeux olympiques d'hiver de demain. »

Les élus ne sont pas en reste. Certains sont à l'origine du projet ou partie prenante. Laurent Wauquiez : « On veut faire les premiers Jeux olympiques durables. Parce que notre région, c'est la région de la montagne. Parce que c'est un motif de fierté extraordinaire. Parce que c'est un événement populaire et fédérateur. » Renaud Muselier : « On va inventer de nouveaux Jeux. » Martial Saddier : « Une évaluation sur une candidature des



Alpes françaises, respectueuse de l'environnement, du Mont-Blanc à la Méditerranée, est en cours. Dans ces conditions, à titre personnel, je suis favorable à ce que la Haute-Savoie prenne sa part à cette évaluation de la faisabilité d'une éventuelle candidature aux JO. Et le cas échéant, je suis également favorable à ce que le département contribue, si c'est possible, à la réussite de la France dans ce qui est le plus grand événement des sports d'hiver. » Hervé Gaymard : « Je me réjouis de cette belle candidature commune. Le département de la Savoie l'accompagnera comme il se doit, étant le territoire à ce jour le mieux équipé pour partager les épreuves des Jeux d'hiver. »

Frédérique Lardet, présidente du Grand Anancy, est plus réservée : « Je suis très curieuse de voir comment on va aborder cette candidature d'un point de vue social et environnemental. Je compte être particulièrement attentive sur le développement des réseaux ferroviaires, notamment dans le cadre du plan État-Région. Il faudra éviter que l'Europe entière transite par la Haute-Savoie en voiture. D'un point de vue purement économique, on peut aussi s'interroger sur une éventuelle perte d'argent. Si cette candidature aboutit, il faudra également étudier la manière dont cet événement pourra participer à la diversification de nos stations de montagne, dans le cadre d'un tourisme plus durable. »

Dans un contexte de réchauffement climatique et alors que les candidatures étrangères ont du mal à susciter l'adhésion populaire, deux autres villes pourraient ambitionner de recevoir les JO d'hiver de 2030 : Sapporo et Stockholm. Décision du CIO courant 2024.